



Dans le cadre des
 « **Samedis matins du CCR** »

vous êtes invités à une

Réflexion chrétienne sur l'Europe

le Samedi 9 Mai 2009 de 9h30 à 12h30

dans la salle paroissiale du Sacré Cœur

2 rue St Adrien, Marseille, 8^{ème}

(cette rue est perpendiculaire au Prado et longe l'Eglise du Sacré Cœur. Metro Périer ou parking à voitures de l'Hôpital St Joseph, accessible depuis le Boulevard Rabatau et à 10 min de marche de l'Eglise du Sacré Cœur)

« Le projet Européen et la doctrine sociale de l'Eglise »

Programme proposé :

A/ L'Europe : ses objectifs officiels, ses priorités, ses principaux choix (système économique, social, politique...), les difficultés rencontrées (par Blandine Pellistrandi, chef de la représentation régionale de la Commission européenne à Marseille)

B/ L'Europe : les objectifs et les obligations que propose la doctrine sociale de l'Eglise (par Jean Rouquerol, membre du CCR)

C/ Pause

D/ Débat

1/ quelle correspondance trouvons-nous (ou ne trouvons-nous pas) entre ces deux points de vue ?

2/ quelles actions pourraient ou devraient avoir les chrétiens ?

E/ Conclusions que le groupe juge souhaitable de transmettre (dans un rapport écrit, dans une émission de radio...)

Trois textes pour amorcer notre réflexion

1) Extraits d'une préface de Jacques Delors

au livre « Refaire l'Europe, le vieux et le neuf » de Henri Madelin, SJ (éditions du Rocher, 2007)

...Fort de sa profonde culture historique, [Henri Madelin, jésuite] aborde avec courage cette question extraordinairement difficile, les sources culturelles et spirituelles de l'Europe... D'où une conclusion qui fera encore grimacer : la culture européenne est judéo-christiano-gréco-latine, selon l'expression même de l'auteur. Lorsque cette question avait provoqué un débat tumultueux au moment de la rédaction du projet du traité constitutionnel, j'avais proposé d'y ajouter l'apport des Lumières. Mais sans

parvenir à ébranler ceux qui ne voulaient pas entendre parler d'une quelconque allusion aux religions. Le sectarisme change parfois de camp, à moins que l'opportunisme ne soit devenu le seul critère!

On retiendra, aussi, de cette analyse historique, une affirmation d'Henri Madelin qui éclaire la question du grand changement, c'est-à-dire de la réunification de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe du Centre et de l'Est. Il faut méditer ces propos: «La relation entre catholiques et orthodoxes - la clé pour l'avenir de la construction européenne. » Que d'obstacles à surmonter, que de malentendus à effacer pour laisser place à une conception partagée de ce qui est une démarche démocratique et respectueuse des croyances des citoyens. Viennent ensuite les grandes questions autour desquelles nous tournons et à propos desquelles nous nous querellons.

Quelle répartition des compétences entre l'Union européenne et les États-nations?

Quelles finalités pour cette Europe et comment surmonter les profondes divisions qui opposent les États membres?

Faut-il fixer des frontières à cette Union et selon quels critères?

C'est le moment de soulever ces questions, et surtout de les bien formuler. ...Pourquoi devons-nous être ensemble pour surmonter les antagonismes d'hier, d'aujourd'hui et demain? Au nom de quelles valeurs? Pour défendre quels intérêts? Et avec quel partage de souveraineté entre l'Europe et ses nations?

Le débat ne peut être qu'enrichi par ce rappel de notre héritage à la fois commun et divers, d'un continent ravagé autrefois par ses conflits et ses guerres de religion, d'un continent où le doute est une valeur salutaire qui freine l'ambition prométhéenne et conforte l'humanisme européen.

Et pour montrer que la réussite d'une pause de réflexion et de débat ne doit pas conduire l'Europe à manquer les rendez-vous de l'Histoire, Henri Madelin, expert et passionné des problèmes de l'énergie, pointe le doigt sur l'urgence. C'est la raison pour laquelle, et afin de bousculer les attentistes et les frileux, j'ai proposé que l'on élabore une Communauté européenne de l'énergie, à l'instar de ce qui avait été fait, au début des années 50, pour le charbon et pour l'acier. Cette Communauté européenne du charbon et de l'acier avait fait la percée européenne et légué aux héritiers une méthode de discussion, de travail et de décision : la méthode communautaire.

Ainsi, l'Europe, par cette initiative ou toute autre, se doit d'échapper à la douce chaleur du déclin pour faire vivre cette part d'humanité.

Sans doute, l'évolution de notre planète est lourde de dangers pour la paix, pour l'intégrité de la personne humaine, pour notre environnement naturel. Cette perspective exige un sursaut des Européens, mieux conscients, grâce à un tel ouvrage, de leur héritage commun et de leurs valeurs à faire vivre. Seule une Europe puissante (et non puissance) pourra également animer le dialogue vital des cultures et des religions, et notamment avec l'Islam, chez nous en Europe, mais aussi dans le monde. Au nom de la paix et de la compréhension mutuelle entre les peuples.

Jacques Delors

2) Extraits du Manifeste du Groupe « Initiative de Chrétiens pour l'Europe » (IXE)*

L'Europe, par son histoire récente faite de conflits aujourd'hui surmontés et de démarches de réconciliations fructueuses, a inventé une nouvelle voie dans l'Histoire de l'humanité. Elle est par là source d'espérance. Cet exemple d'union dans la diversité est un modèle qui peut à son tour aider le monde à progresser vers l'unité à travers une mondialisation plus respectueuse des personnes.

L'Europe doit aussi être un modèle en ce qui concerne le vivre ensemble d'êtres humains de cultures et de religions différentes. Dans un monde globalisé, les sociétés européennes sont de plus en plus invitées à s'ouvrir à d'autres cultures et à d'autres religions que les leurs. L'Union Européenne doit se situer dans ces nouvelles réalités, par exemple en favorisant le dialogue interculturel et interreligieux, en ayant conscience que ce dialogue est utile non seulement pour assurer un vivre ensemble dans la paix mais aussi pour enrichir le projet européen lui-même. Tout cela implique que l'Europe assume trois tâches fondamentales :

-Elle doit être facteur de paix et pour cela développer ses moyens diplomatiques et militaires dans la seule perspective envisageable pour elle : au-delà des fonctions normales de défense, un rôle mondial de prévention et de résolution des conflits, de maintien de la paix et de défense des droits de l'homme partout où ils sont menacés, notamment par les fondamentalismes et le terrorisme. Compte tenu de l'urgence, nous appelons les dirigeants européens à bâtir, non pas dans l'unanimité illusoire mais dans le consensus, une diplomatie européenne appuyée sur une défense qui la rende crédible.

-Elle doit être promotrice de la solidarité internationale et du partenariat pour le développement : l'Europe doit avoir le souci primordial du respect de la parole donnée aux pays les plus pauvres. Elle doit se montrer exemplaire dans le combat pour remplir les objectifs du millénaire en concentrant ses efforts sur la réduction de la pauvreté et en les intensifiant pour atteindre -et le plus vite possible dépasser-le vieil objectif de consacrer 0,7 % du PIB pour le développement.

-Elle doit construire une politique commune de l'immigration fondée sur une approche radicalement nouvelle du problème des migrations, en coordonnant plus étroitement des politiques plus humaines d'accueil et d'intégration des migrants avec des politiques de codéveloppement beaucoup plus vigoureuses dans les pays d'émigration qui sont les partenaires de l'Europe, dans le cadre en particulier des partenariats avec l'Afrique et l'Amérique Latine.

Au-delà de ces tâches, il en est une qui constitue un véritable défi pour une Europe unie: imaginer, proposer et soutenir la mise en place d'une gouvernance mondiale au service du développement durable. Ce n'est qu'ainsi -en plein respect du principe de subsidiarité-que des problèmes de dimension mondiale pourront être efficacement abordés. Au milieu des turbulences de la mondialisation, l'exemple européen peut offrir un modèle, qu'il s'agisse de ses acquis constitutionnels et monétaire ou de l'application de la méthode communautaire. Les citoyens européens doivent comprendre que la marche du monde s'accélère et qu'il devient urgent pour l'Europe d'y prendre sa place afin que, sans complexe, elle assume les responsabilités qui correspondent à la vocation de notre continent.

...C'est pourquoi nous appelons les hommes et femmes politiques à intégrer la dimension européenne au cœur de leurs stratégies et dans leurs discours, les médias à mettre en avant l'Europe, en en faisant mieux connaître les différents pays, les différentes cultures ; à mieux faire connaître aussi la nature et le fonctionnement des institutions européennes, les éducateurs à intégrer la dimension européenne dans leurs enseignements, sans attendre une réforme de leurs supports pédagogiques, les différents acteurs de la vie culturelle à multiplier les échanges transfrontaliers ou transnationaux, tous les responsables de la société civile à inscrire leurs actions et leurs réalisations dans une perspective européenne.

Représentants de divers mouvements et organisations européennes d'inspiration chrétienne, nous lançons cet appel pour une nouvelle prise de conscience chez tous les citoyens de l'Union européenne. La vision des pères fondateurs de l'Europe n'est pas une affaire du passé. C'est le projet d'avenir que notre continent attend ; porteur d'espérance pour le monde en ce début de 21ème siècle. C'est un héritage aujourd'hui menacé. Nous devons lui rendre vie et le transmettre aux Européens et au monde. Nous souhaitons travailler pour cela avec tous ceux qui partagent cet objectif.

Bruxelles, janvier 2007,

*Le Groupe IXE (*Initiative de Chrétiens pour l'Europe*) regroupe aujourd'hui des « chrétiens sociaux » représentant douze pays européens ainsi que la Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE). Ce Groupe est en relation étroite avec les responsables des Semaines Sociales de France, d'Espagne, d'Italie et avec les responsables du Comité Central des Catholiques Allemands.

3) Introduction du livre de Catherine Durandin « Europe : l'utopie et le chaos »
(Armand Colin, 2005)

Les pères fondateurs de l'Europe avaient, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, une autre guerre en mémoire, la Première avec ses millions de morts européens.

Ils étaient mus par un besoin de paix au-delà de réconciliations hâtives. Ils voulurent en finir avec les grands charniers et les grands cimetières. Ils faisaient face à une menace d'expansion soviétique et croyaient en l'alliance avec les États-Unis. L'économie leur importait, la reconstruction et la prospérité. L'économie fut l'instrument en 1950 et après, des apaisements de l'Europe occidentale. Une Europe dont les dirigeants se sont appliqués, en dépit des guerres de décolonisation, à reconstruire la puissance et restaurer l'honneur.

1989-1991, l'effondrement de l'Empire soviétique, l'éclatement de l'URSS, la fin du communisme comme croyance et doctrine ont entraîné des recompositions bousculées où sont engagés des intérêts pluriels : intérêt du capitalisme libéral qui réclame l'ouverture des marchés et la conquête de l'Est, intérêt des démocraties qui entendent préserver et peut-être étendre des systèmes de rejet et de blocage de la tyrannie, intérêt des États-Unis qui se trouvent dans la logique de victoire de la guerre froide, souci des États-Unis et de leurs partenaires, alliés et clients qui se débattent avec la menace terroriste. L'une des recompositions/recours fut le resserrement à Maastricht puis l'extension ensuite de l'Union européenne. Alors que les frontières de la prospérité et celles de la peur évoluent de manière fluide, les dirigeants de la Vieille Europe se sont enfermés dans une logique de l'extension de la frontière de l'UE sans représentation commune de l'espace européen. L'orgueil de fonder la puissance sur le territoire, sur les chiffres de la population en passant de 15 à 25 États-membres, sur la compétence économique, s'est heurté à la question du rapport à l'hyperpuissance des États-Unis, s'est confronté à l'incapacité à définir une mission européenne commune faisant référence à une identité unique ou du moins unifiée.

quand l'UE cautionne corruption, fraudes et non-accomplissement des contrats passés en poussant l'extension à la hâte. Les malentendus débouchent parfois aussi sur des postures de réprobation, mal supportées par les partenaires et les candidats de l'Est et du Centre que le discours sanctionne. L'UE joue entre la carotte et le bâton, mimant des manières d'hégémonie dont elle n'a pas et ne se donne pas les moyens.

Le repère national, repli sur l'État-Nation ne suffit plus. Dans le même temps, le repère supra-national reste flou. Dès que se pose la question d'une nouvelle extension, les membres de l'UE se divisent. L'évolution de l'Ukraine et sa nouvelle affirmation de volonté d'intégration dans l'UE divise, les uns se voulant ouverts et les autres affichant complets.

Il est urgent d'évacuer les faux-semblants de la satisfaction du tout européen qui prétendrait remplir un vide ou calmer une déroute idéologique. Il serait courageux de penser – au nom d'une culture occidentale qui a une histoire et peut-être un avenir – des pôles d'association à la durée contractuelle, pôles qui sont axés sur la volonté et la conviction du refus de la guerre et qui permettraient de penser et d'agir des politiques communes à variables évolutives. Il y eut en 2002-2003 une entente Paris/Berlin, il y a en 2004 une entente Paris/Madrid/Berlin et Londres. Les Européens disposent, avec l'Otan, d'un outil à repenser ; avec l'ONU d'une tribune où les Occidentaux ont un rôle à jouer. Crisper tous les enjeux autour de l'UE à 25, 27 ou plus est une manière d'éviter de penser et de prendre en charge le futur de l'Occident auquel les pères fondateurs de l'Europe avaient conscience d'appartenir.